

**Hubert Bonin, Catherine Hodeir et Jean-François Klein (dir.), *L'Esprit économique impérial (1830-1970) : groupes de pression et réseaux du patronat colonial en France et dans l'empire*, Paris, publications de la Société française d'histoire de l'outre-mer, 2008.**

**Amaury Lorin**

Alors qu'on assiste au retour d'une histoire de la colonisation au cœur des débats sur les effets, durables et multiformes, de l'impérialisme – en particulier aux niveaux économique, sociologique ou culturel –, les historiens français s'intéressant aux systèmes impériaux réaffirment leur vitalité scientifique – s'il en était besoin – et leur volonté de dépasser tout éventuel discours cliché. La somme (844 pages) proposée par l'ouvrage collectif *L'Esprit économique impérial (1830-1970) : groupes de pression et réseaux du patronat colonial en France et dans l'empire* (Paris, publications de la Société française d'histoire de l'outre-mer, 2008) sous la direction à six mains d'Hubert Bonin, Catherine Hodeir et Jean-François Klein – actes d'un colloque tenu en deux sessions à Paris les 3 et 4 mars 2006 puis à Bordeaux les 23, 24 et 25 novembre 2006 – est assurément appelée à faire date. Précédée d'utiles bien qu'incomplètes « pistes bibliographiques » (pp. 17-33), elle offre en effet pas moins de trente-six études de cas, richement documentées et illustrées, formant, à différentes échelles complémentaires, une précieuse et sans doute bientôt incontournable compilation pour tous les étudiants, professeurs et chercheurs intéressés par l'histoire de la colonisation française comme par une « *Business History* » récemment importée des États-Unis, disciplines toutes deux en plein renouveau, ce qui explique la participation à ce livre de nombreux jeunes chercheurs parmi les trois douzaines d'auteurs mobilisés.

N'a-t-on pas prêté aux milieux d'affaires trop d'influence sur la politique coloniale parce qu'on était aveuglé par quelques « affaires » ou « scandales » ou parce que l'on voyait le capitalisme dissimulé derrière chaque initiative ultramarine de la République ? Cet ambitieux *Esprit économique impérial (1830-1970)* pose d'emblée la toute-puissance des milieux d'affaires dans le déploiement français outre-mer comme une fausse évidence. Ainsi ce poncif historiographique tenace est-il discuté d'entrée de jeu, sans ménagement ni détours, jusqu'à être finalement démantelé dans certains cas. En ce point-clé réside sans doute l'apport majeur de l'ouvrage. En mobilisant des sources neuves et les méthodes d'analyse de la sociologie historique, de l'histoire institutionnelle, de l'histoire des réseaux, de l'histoire diplomatique et de la « micro-histoire », le volumineux recueil s'efforce pour ce faire de reconsidérer, minutieusement cas après cas, et de reconstituer – autant que faire se peut –, les réseaux d'influence des entreprises actives dans l'empire ; de mesurer la réalité et la profondeur de leur efficacité souvent mythifiée sinon exagérée ; d'établir les contradictions – nombreuses – au sein d'un monde patronal beaucoup plus hétérogène qu'on ne le dit trop souvent ; tout en précisant l'évolution chronologique des liens, étroits, que la métropole française a progressivement développés avec ses possessions ultramarines, et la mise en perspective qui en découle. Il s'agit bien, en

d'autres termes, de préciser les « représentations », explicites ou implicites, des enjeux (surévalués ?) de la « mise en valeur » économique des outre-mers au sein des milieux d'affaires, comme de discerner les structures et les modalités du discours patronal et institutionnel. Autant dire une ample tâche, conférant au volume un aspect touffu qui déroutera peut-être les plus jeunes de ses lecteurs. En cela l'ouvrage s'adresse sans doute davantage à des chercheurs confirmés qu'à des chercheurs débutants.

Organisé en quatre parties selon un commode découpage spatial (« Au cœur du système politique » ; « Sur les places régionales en France métropolitaine » ; « Au cœur de la place marchande et financière parisienne » ; « Sur les places d'outre-mer »), *L'Esprit économique impérial (1830-1970)* place les groupes de représentation d'intérêts (tant en métropole que dans l'outre-mer) au cœur même de sa démarche. Il les traque et les déniche notamment au sein des Chambres de commerce, des associations professionnelles (Union coloniale, comités régionaux, etc.) et des sociétés de pensée orientées vers l'outre-mer (sociétés de géographie, instituts coloniaux, etc.). En abordant également les questions, cruciales, non plus seulement de la réception – dès lors supposée passive, bien à tort – du fait colonial dans les régions françaises, mais aussi et surtout de l'implication de ces dernières sur les terrains coloniaux, avec des associations inattendues, en tout cas auxquelles on ne penserait pas spontanément (ainsi « Le patronat du Nord et la question coloniale au XX<sup>e</sup> siècle » par Jean-François Eck, pp. 329-345), l'ouvrage revisite finalement l'histoire économique de la France contemporaine (plan Freycinet, révolutions industrielles, structuration du patronat, etc.) en y intégrant l'empire sur un vaste champ chronologique (140 ans), élargi tant en amont (1830) qu'en aval (1970). Avec des portraits bienvenus (en particulier ceux d'Eugène Étienne et d'Auguste d'Arenberg, fondateurs du « parti colonial » français ; de Charles Jonnart ; etc.), l'ouvrage n'est pas non plus exempt de mises au point synthétiques fort utiles (ainsi « Le patronat français et la guerre d'Indochine » par Hugues Tertrais, pp. 185-192 ; « Les Instituts coloniaux de province (1893-1940) » par Laurent Morando, pp. 195-219 ; ou encore « La sidérurgie, le Comité des forges et l'empire colonial : mythes et réalités » par Jean-Marie Moine, pp. 483-525, pour ne citer que trois d'entre elles).

Beaucoup de chapitres convergent finalement pour charpenter les structures d'un impérialisme économique solide, légitimé par le discours politique, par une véritable idéologie coloniale (pour l'économie : la fameuse « mise en valeur ») et porté par des groupes de représentation d'intérêts étoffés et par des institutions destinées à servir de levier à la diffusion des réseaux d'influence au cœur de l'action politique. Davantage un livre de débat qu'une synthèse, sachant croiser avec habileté, à travers le prisme impérial, les approches thématiques, sectorielles, régionales, nationales et transocéaniques, *L'Esprit économique impérial (1830-1970)* discute en dernier lieu de la capacité d'autonomie du pouvoir politique et de l'appareil économique d'État face aux groupes d'influence, sujet fort actuel s'il en est. En contribuant à écrire l'histoire des liens déterminants entre capitalisme et colonisation (depuis la thèse pionnière de Jacques Marseille, *Empire colonial et capitalisme français : histoire d'un divorce*, Paris, Albin Michel, 1984), cet ouvrage reflète pleinement la vitalité d'une école française d'histoire ultramarine ragaille. La suite logique de l'ouvrage issu de ce programme de recherche consisterait à explorer plus avant la complexité des nouveaux réseaux et groupes de pression qui se sont formés depuis les indépendances au sein des territoires de l'ancien empire français, jusqu'au contexte post-colonial de la mondialisation actuelle des économies.